

**Pour l'enseignement supérieur, la collectivité nationale a dépensé 21,5 milliards d'euros en 2006.**

**Cette dépense a été multipliée par 2,2 depuis 1980 (en prix constants).**

**En 2006, la dépense moyenne par étudiant s'élève à 9 370 euros, soit un tiers de plus qu'en 1980.**

La collectivité nationale a consacré, en 2006, 21,5 milliards d'euros à l'enseignement supérieur, soit une augmentation de 0,8 % par rapport à 2005 (en prix constants). Depuis 1980, la dépense pour l'enseignement supérieur a connu une forte croissance, de 3,1 % en moyenne annuelle. Son poids dans la dépense intérieure d'éducation est passé de 14,6 % en 1980 à 17,7 % en 2006 (tableau 01).

Sur l'ensemble de la période, la DIE au profit du supérieur a été multipliée par 2,2, mais face à un quasi-doublement des effectifs, la dépense moyenne par étudiant n'a augmenté que de 33 %, atteignant 9 370 euros en 2006. Dans le même temps, la dépense moyenne par élève du second degré augmentait de 61 %.

Les comparaisons internationales (qui reposent sur des données nationales pas toujours homogènes) montrent que la dépense annuelle moyenne par étudiant en France (10 670 équivalents-dollars en 2004, y compris les activités de recherche et de développement) est inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE (11 100 équivalents-dollars). Le coût moyen d'un étudiant estimé par l'OCDE de manière cumulée, sur l'ensemble de la durée de ses études supérieures, situe également la France en deçà de la moyenne (mais il faut noter qu'un certain nombre de pays, tels que les USA, ne participent pas à cet indicateur).

Les coûts moyens par étudiant sont très variables selon les filières de formation (graphique 02). Ils sont presque deux fois plus élevés en CPGE qu'en

université : en 2006, un étudiant effectuant une année dans une université publique coûte en moyenne à la collectivité nationale 7 840 euros, et une année dans une CPGE 13 940 euros. La forte augmentation du coût moyen d'un élève de BTS s'explique en partie par la baisse des effectifs accueillis dans ces formations ; c'est l'inverse pour les CPGE dont les effectifs continuent de croître. En IUT, la croissance des effectifs accueillis, aux côtés des formations préparant aux DUT, dans les préparations à la licence professionnelle explique en partie la baisse du coût moyen des élèves (8 980 euros en 2006).

Le coût théorique d'une scolarité de 18 ans menant sans redoublement à une licence est évalué à 125 580 euros en 2006. Il est compris entre le coût des scolarités menant en 17 ans à un DUT (120 030 euros) ou à un BTS (128 620 euros).

La part de l'État est prépondérante dans le financement de la DIE pour le supérieur (environ 76 %), la part des ménages s'élevant à 9,4 %. Certaines aides directes ou indirectes, financées par l'État et qui bénéficient aux étudiants ou à leur famille, n'apparaissent pas dans la DIE pour l'éducation supérieure : elles sont d'ordre fiscal (majoration du quotient familial) ou non directement liées au statut étudiant (allocation logement social). Leur prise en compte (hors versements des régimes sociaux) porterait en 2006 le coût moyen d'un étudiant pour la nation de 9 370 à 10 430 euros.

*Les montants des dépenses de la dernière année sont provisoires. La dépense d'éducation pour l'enseignement supérieur comprend l'ensemble des dépenses pour les établissements publics et privés de la métropole pour l'enseignement et les activités liées : oeuvres universitaires, administration, fournitures, bibliothèques universitaires, rémunération des personnels d'éducation en formation, etc. Elle ne comprend pas les activités de formation continue ni de recherche des universités (mais elle retient l'ensemble des salaires des enseignants-chercheurs).*

*L'indicateur international est présenté en équivalents-dollars convertis en utilisant les parités de pouvoir d'achat qui sont des taux de conversion monétaire permettant d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies.*

Source : MEN-MESR-DEPP  
Pour les comparaisons internationales : OCDE  
Champ : métropole + DOM, ensemble

## 01 La dépense d'éducation pour le supérieur

métropole + DOM

	1980	1990	2000	2005	2006
<b>DIE pour le supérieur*</b>					
aux prix courants (en milliards d'€)	4,2	11,2	17,7	20,8	<b>21,5</b>
aux prix de 2006 (en milliards d'€)	9,7	14,4	19,9	21,3	<b>21,5</b>
Part dans la DIE (en %)	14,6	16,4	16,8	17,7	<b>17,7</b>
Dépense moyenne par élève*					
aux prix de 2006 (en €)	6 880	7 730	9 070	9 300	<b>9 370</b>
<b>Structure du financement initial (en %) **</b>					
État				75,9	<b>76,0</b>
dont MEN et MESR				65,4	65,5
Collectivités territoriales				6,5	<b>6,5</b>
Autres administrations publiques***				1,6	<b>1,7</b>
Entreprises				6,4	<b>6,5</b>
Ménages				9,6	<b>9,4</b>

\* La DIE a été réévaluée (voir *méthodologie indicateur 01*) pour l'ensemble de la période 1980-2006.

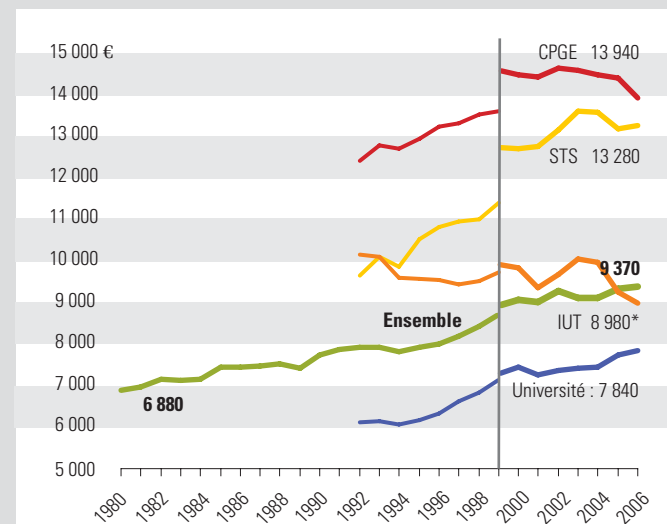
Les dépenses moyennes par élève n'ont été recalculées qu'à partir de 1999.

\*\* La structure du financement initial de l'enseignement supérieur a fait l'objet d'une nouvelle estimation à partir de 2003.

\*\*\* Y compris chambres consulaires (CCI, CM, CA...)

Source : MEN-MESR-DEPP

## 02 Évolution de la dépense moyenne par étudiant aux prix 2006 (1980-2006)

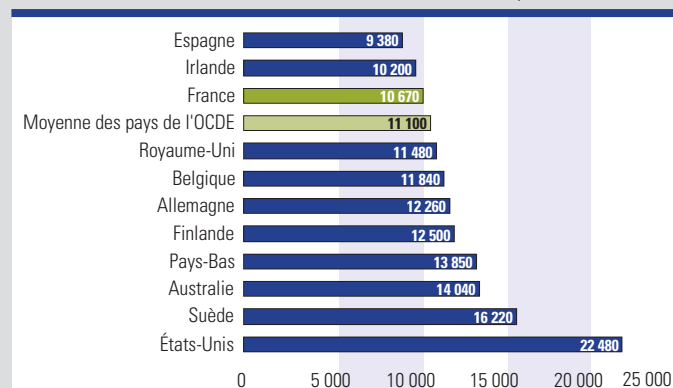


\* Coût de l'étudiant en IUT, y compris licences professionnelles.

Source : MEN-MESR-DEPP

## Dépense moyenne annuelle par étudiant, y compris activités de recherche et développement

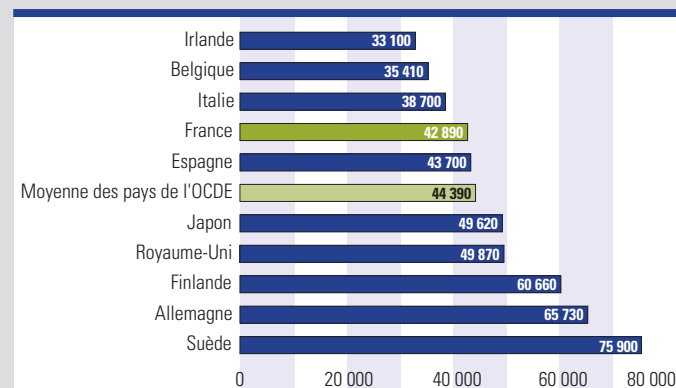
en équivalents-dollars 2004



Source : OCDE, édition 2007 de *Regards sur l'éducation*

## Dépenses cumulées par étudiant, pendant la durée moyenne de ses études (y compris recherche)

en équivalent-dollars 2004



NB : les données sur la durée moyenne des études aux États-Unis ne sont pas disponibles

Source : OCDE, édition 2007 de *Regards sur l'éducation*